



Coronavirus : Philippe Martinez réclame "un état de catastrophe sanitaire" <https://www.huffingtonpost.fr/author/astriddevillaines>

Le secrétaire général de la CGT demande notamment aux assurances de combler le manque à gagner du chômage partiel ainsi que l'arrêt des secteurs non-essentiels.

INTERVIEW - Cela fait plusieurs jours qu'on ne l'a pas entendu. Pourtant, dans la crise actuelle de lutte contre le coronavirus, Philippe Martinez s'active. Le leader de la CGT est notamment en première ligne pour organiser ses locales qui répondent aux interrogations nombreuses des salariés, syndiqués ou non, sur l'ensemble du territoire.

Au *HuffPost*, le secrétaire général de la CGT livre son analyse de la crise sanitaire et économique actuelle et ses remarques toujours virulentes à l'encontre de la politique menée. S'il reconnaît "l'écoute" de certains ministres et de "bonnes mesures" comme la prime pour les indépendants ou l'arrêt maladie pour les parents qui gardent leurs enfants, il réclame d'urgence l'arrêt des activités économiques non essentielles, plus de protection pour les salariés en première ligne et le paiement intégral du salaire pour les salariés en chômage partiel. Entretien.

Le HuffPost: Comment allez-vous?

Philippe Martinez: Dans les circonstances, je vais plutôt bien au niveau santé.

Comment analysez-vous la situation ?

La situation est très grave. Parce qu'on est confrontés à un discours ambigu du gouvernement qui a d'un côté un discours qui dit 'tout le monde à la maison' et de l'autre un discours qui dit 'tout le monde au travail'. On fait prendre des risques aux citoyens et notamment aux travailleurs et travailleuses dans des secteurs d'activité qui ne sont pas indispensables aux défis sanitaires d'aujourd'hui. C'est un point de désaccord important qu'on a avec le gouvernement qui va bien au-delà de la polémique.

Que demandez-vous au gouvernement ?

Malgré nos demandes, le gouvernement refuse de lister les activités qui sont indispensables à la santé et à la vie des citoyens, au nom de considérations économiques d'après-crise qui n'ont pas lieu d'être à l'heure actuelle. La priorité, aujourd'hui, c'est la santé des citoyens. Je me suis fâché tout rouge -même s'ils ne l'ont pas vu- contre Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud pour leur demander si la construction de navires de guerre ou de croisière, de train et d'avion était indispensable dans la période.

Bruno Le Maire pense que construire un avion est essentiel, je ne le crois pas.

Que vous ont-ils répondu ?

On fait face à un refus du gouvernement de flécher ces activités, ils disent que dans la période tout serait lié dans l'activité économique du pays. Nous ne le pensons pas. Bruno Le Maire pense que construire un avion est essentiel, je ne le crois pas. Surtout que tous ceux qui travaillent dans ces secteurs peuvent occuper inutilement du matériel de protection qui serait mieux utilisé dans d'autres secteurs comme l'hôpital, les commerces, les routiers, les aides à domicile ou les services publics comme les policiers et les pompiers.

Que pensez-vous du pacte de 300 milliards d'euros mis en place par le gouvernement ?

Il faut différencier deux plans. Celui à 300 milliards est une garantie de l'État pour les entreprises qui débloquerait des conditions de crédits. Il n'est pas encore totalement dépensé, ce sera en fonction des besoins.

Sur les 45 milliards d'aides aux entreprises, on estime que la communication du gouvernement est mensongère. Sur le chômage partiel par exemple, l'État prévoit que les entreprises soient remboursées à 100%, mais les salariés eux, n'ont pas de changement, ils toucheront toujours 84% de leur salaire. Nous réclamons 100% pour eux aussi.

Nous demandons que soit décrété un état de catastrophe sanitaire pour que les assurances financent le salaire intégral des salariés

Que proposez-vous pour que les salariés au chômage partiel touchent l'intégralité de leurs salaires ?

Nous demandons que soit décrété un état de catastrophe sanitaire, sur le modèle des catastrophes naturelles, afin que les entreprises et les salariés puissent avoir recours aux assurances et ainsi financer le salaire intégral des salariés. Nous n'avons pas de réponse.

Gérald Darmanin demande aux salariés de prendre des congés payés, au nom des efforts que chacun doit faire et pour éviter un chômage qui irait jusqu'à 20-25%. Qu'en pensez-vous ?

Ce sont des déclarations qui sont vraiment mal à propos, pour rester poli. Les gens ne sont pas en congé, ils sont confinés. Ils restent chez eux parce qu'il faut rester chez soi, c'est assez malsain d'entendre ce genre de discours. Ceux qui prennent des congés, c'est parce que le chômage partiel n'est pas indemnisé à 100% et qu'il vaut mieux avoir la paye complète à la fin du mois pour les bas salaires, nombreux, que compte notre pays. C'est tendancieux et scandaleux.

Les métiers 'indispensables', c'est toute l'année qu'ils doivent être bien payés

Que pensez-vous de la prime de 1000 euros pour les employés de supermarché mise en place par certains grands groupes sur proposition du gouvernement ?

Quand on est mal payé, 1000 euros c'est parfois un double mois, mais il est quand même assez remarquable de noter qu'on découvre qu'il y a des gens qui font "des petits boulots" et qui deviennent indispensables dans le pays. Or, quand on est indispensable, c'est toute l'année qu'on devrait être mieux payés.

Certains cadres de la CGT locale ont dit que c'était "une prime à la mort". Qu'en pensez-vous ?

Je pense que dans cette période, il faut être mesuré. Je comprends les salariés qui l'acceptent et qui ne vont pas dire 'ça ne m'intéresse pas'. Mais encore une fois, les métiers indispensables, comme les employés qui font le ménage et qui sont très mal payés ou en temps partiel imposé, c'est toute l'année qu'ils doivent être bien payés.

Quels sont les retours de terrain des salariés en France ?

Les principaux retours concernent le problème de la protection des salariés. Toutes les entreprises n'appliquent pas les mesures minimales de protection, y compris dans le commerce. On a fait beaucoup de publicité pour la grande distribution, mais il reste beaucoup de supermarchés où les salariés se protègent tout seul et ce qu'on leur donne n'est pas suffisant. Il y a même des cas où les salariés sont contraints de travailler alors qu'il y a eu parfois des cas contaminés. On a vu récemment le décès d'un agent de sécurité dans un centre commercial en région parisienne.

Trouvez-vous qu'on parle moins de ces morts que des médecins ?

Je ne veux pas distinguer les morts. Il faut que tous ceux dont l'activité est indispensable pour passer cette crise sanitaire grave soient protégés. Médecins et personnels hospitaliers sont directement exposés. D'autres professionnels sont livrés à eux-mêmes. Il leur faut à tous une protection maximum qui fait défaut aujourd'hui.

Nous demandons au gouvernement d'inciter les Français à se plonger dans les livres de recettes plutôt que de commander des repas tout prêts qui mettent en danger les livreurs.

Les indépendants vont toucher 1500 euros par mois, les banques vont pouvoir accorder des prêts aux entreprises pendant trois mois, le jour de carence est suspendu pour les fonctionnaires et on peut se mettre en arrêt maladie pour garder les enfants. Reconnaissez-vous que ce sont de bonnes mesures ?

Évidemment. Ce sont des choses qu'on demande depuis plus d'une semaine. Petit à petit, les choses se débloquent, je pense également à la suspension de la réforme de l'assurance chômage ou à la protection des intérimaires et précaires qui continueront à être payés durant tout le temps de leur contrat de mission initial. Il y a encore des blocages concernant les travailleurs du numérique et les livraisons à domicile. Nous demandons au gouvernement d'inciter les Français à se plonger dans les livres de recettes plutôt que de commander des repas tout prêts qui mettent en danger les livreurs.

On dirait que vous avez un meilleur dialogue avec le gouvernement par rapport à l'avant-crise ?

C'est sûr qu'on n'a jamais eu autant de contacts ! (*Rires*). Ça, c'est nouveau, mais c'est bien le moins que le gouvernement puisse faire. On a une écoute, on a réussi à faire bouger certaines choses dans la discussion, mais on n'est pas encore entendu. Il reste des problèmes majeurs que je viens d'évoquer.

Les ordonnances seront un chèque en blanc pour le gouvernement et les patrons

Que pensez-vous de la loi d'urgence sanitaire adoptée à l'Assemblée nationale dimanche ?

Que du mal. Il y a une décision unilatérale du gouvernement et du patronat qui n'est pas adaptée à la diversité des situations. On ne répond pas par une loi qui impose des règles dérogatoires au droit du travail -qui a déjà été bien attaqué pendant ce quinquennat- en ne prenant pas en compte la situation des entreprises.

Par exemple, des industriels qui ne sont pas indispensables en ce moment vont aussi bénéficier de la liberté des horaires hebdomadaires accrus ou des dérogations au repos dominical. Ce n'est pas normal. Il faut faire confiance à ceux qui travaillent dans les secteurs-clés pour travailler un peu plus si besoin, il n'y a pas besoin de le leur dire. Dans les autres cas, il faut le faire dans les règles. Les ordonnances qui seront prises seront en chèque en blanc pour le gouvernement et les patrons.

Vous avez signé une déclaration commune avec tous les syndicats, dont le Medef. Pour quelle raison ?

On a eu une réunion qui était prévue de longue date, on a discuté de la situation. Ce n'est pas un accord. Nous précisons ensemble qu'il est de la responsabilité du gouvernement et des entreprises de tout mettre en œuvre pour protéger les salariés devant travailler.

Il faut que la vie démocratique continue à s'exprimer. Il n'y a pas d'union sacrée.

Le patronat est à la hauteur de la situation ?

Une partie du patronat et notamment dans les PME-TPE est très inquiète, légitimement. Quant au Medef, il se cache derrière des décisions non prises par le gouvernement en matière d'arrêt d'activités alors qu'il est plutôt d'accord avec lui pour ne pas arrêter l'activité économique. Je m'appuie sur ce que disent les soignants: il faut arrêter d'urgence les productions non essentielles.

On dirait que les oppositions ont du mal à trouver un écho et que le gouvernement a les mains libres, est-ce votre analyse ?

Non, même si les communications sont plus difficiles, on continue de s'exprimer. On assume parfaitement nos critiques. Il n'y a pas d'union sacrée.

On se rend compte que les services publics, c'est important !

Pensez-vous que les Français organiseront des manifestations au balcon s'ils sont mécontents, par exemple, des ordonnances ?

Oui. Il peut y avoir toute forme d'expression de mécontentement. Il y a des salariés qui se mettent en grève en ce moment. Il faut que la vie démocratique continue à s'exprimer.

Quelles leçons souhaitez-vous que l'on tire de cette crise ?

Il y aura beaucoup de choses à reconsidérer après cette crise, c'est évident. Sans vous faire un inventaire à la Prévert, on redécouvre ce qu'on disait bien avant la crise : la revalorisation de certains métiers, la revalorisation des salaires. On se rend compte que les services publics, c'est important ! Cela fait plusieurs mois que l'hôpital manque de lits et de moyens, il va falloir qu'on y regarde sérieusement.

La mondialisation a du bon pour certains côtés, mais quand je vois qu'on est incapable d'avoir des systèmes de détection du virus parce qu'aucun n'est fabriqué en France ou qu'on fait face à des pénuries de médicaments pour les mêmes raisons, il faudra repenser la relocalisation de l'activité, les circuits courts et remettre en cause un certain nombre de politiques publiques et industrielles.

Emmanuel Macron a dit qu'il tirerait toutes les conséquences de cette crise. Faites-vous confiance à l'exécutif pour aller dans votre sens ?

Nous saurons leur rappeler leurs propos nombreux dans la période. Ils saluent tous les jours le personnel hospitalier, ils prennent conscience de leur nécessité. De même pour les Ehpad qui ont connu des mouvements sociaux l'année dernière, aujourd'hui on se rend compte de leur manque de moyens.

Une question plus légère et personnelle pour finir, vous n'êtes pas obligé d'y répondre. Allez-vous vous raser votre moustache comme le préconise le Dr Pelloux qui estime que ce sont des nids à microbe ?

Je n'embrasse personne ! (*Rires*). Et je respecte les consignes de confinement et de protection, car la CGT est fermée. Dites-le à Pelloux !